



**PRÉFET  
DU TARN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**18 AOÛT 2022**

**Arrêté préfectoral complémentaire du  
portant modification du parc éolien de Saint-Amans-Valtoret  
Société VALTORET ENERGIES**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** les décrets n°2017-81 et n°2017-82 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;
- Vu** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH, en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 mai 2018 portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 14 février 2022 portant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2014 autorisant la société SAINT AMANS ÉNERGIES à exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur la commune de Saint-Amans-Valtoret (81 240) aux lieux-dits « Puech Balmes » et « Forêt communale » ;
- Vu** le permis de construire n° PC 081 239 13 B0003 accordé à la société Saint Amans Énergies – Groupe Valorem, par arrêté préfectoral du 21 octobre 2014, pour l'implantation d'un parc éolienne de 10 machines de 125 mètres de hauteur et deux postes de livraison, au lieu-dit « Puech Balmes » sur le territoire de la commune de Saint-Amans-Valtoret.
- Vu** le permis de construire modificatif n° PC 081 239 13 B0003-M01 accordé à la société Saint Amans Énergies – Groupe Valorem, par arrêté préfectoral du 13 juillet 2017.
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juin 2020 portant scission et transfert partiel de l'autorisation d'exploiter un parc éolien sur commune de Saint-Amans-Valtoret (81 240) aux lieux-dits « Puech Balmes » et « Forêt communale », à la société VALTORET ÉNERGIES ;

- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2021 autorisant la société VALTORET ÉNERGIES à modifier le parc éolien de Saint-Amans-Valtoret composé de 5 aérogénérateurs sur la commune de Saint-Amans-Valtoret ;
- Vu** la demande du 20 janvier 2022 et 19 juillet 2022, présentée par la société VALTORET ÉNERGIES, de prorogation de 3 ans du délai de validité de l'autorisation environnementale ;
- Vu** le rapport du 28 juillet 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu** les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur par courrier électronique en date du 27 juillet 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que la modification du délai de mise en service du parc ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 peut être imposée par l'autorité administrative, à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

**CONSIDÉRANT** que ces prescriptions doivent être fixées par arrêté complémentaire du préfet conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'en vertu de l'article R.515-109 I du code de l'environnement, le délai de mise en service de l'autorisation environnementale peut être prorogé dans la limite d'un délai total de 10 ans, incluant le délai initial de trois ans, par le représentant de l'Etat dans le département, sur demande de l'exploitant, en l'absence de changement substantiel de circonstances de fait et de droit ayant fondé l'autorisation ou la déclaration, lorsque, l'exploitant ne peut mettre en service son installation dans ce délai ;

**CONSIDÉRANT** que le planning de construction du parc établi par le prestataire retenu par le demandeur mentionne une date prévisionnelle de fin de travaux en février 2024 ;

**CONSIDÉRANT** dès lors que la prorogation de 2 ans du délai de mise en service est suffisante pour permettre la réalisation des travaux dans des conditions satisfaisantes ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture*

## **ARRÊTE**

### **Article 1. Délai de mise en service**

Le délai de mise en service du parc éolien exploité par la société VALTORET ÉNERGIES sur la commune de Saint-Amans-Valtoret est prorogé jusqu'au 10 février 2025.

### **Article 2. Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article à l'article R.181-50 du code de l'environnement et R.311-5 du code de la justice administrative, il peut être déféré auprès la juridiction administrative compétente, la Cour administrative d'appel de Toulouse, pour connaître, en premier et dernier ressort, des litiges portant sur les décisions visées à l'article 2 – Titre I, y compris leur refus, relatives aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent classées au titre de l'article L. 511-2 du code de l'environnement, à leurs ouvrages connexes, ainsi qu'aux ouvrages de raccordement propres au producteur et aux premiers postes du réseau public auxquels ils sont directement raccordés :

1° Par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

La Cour administrative d'appel de Toulouse peut être saisie par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 3. Affichage et publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Saint-Amans-Valtoret et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Saint-Amans-Valtoret pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de la commune de Saint-Amans-Valtoret fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture du Tarn , l'accomplissement de cette formalité.

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

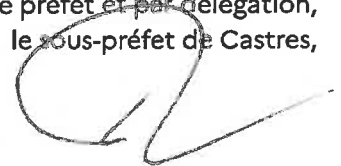
#### **Article 4. Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture du Tarn, le Sous-préfet de l'arrondissement de Castres, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, Le Maire de Saint-Amans-Valtoret, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de la commune de Saint-Amans-Valtoret et au bénéficiaire du présent arrêté, la société VALTORET ÉNERGIES dont le siège social est situé à 213, cours Victor Hugo, 33 323 Bègles .

Fait à Albi, le

18 AOUT 2022

Pour le préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Castres,



**François PROISY**